

DÉMOGRAPHIE ET CULTURES

*Colloque international de Québec
(Canada, 25-29 août 2008)*



**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>**

L'école malienne à l'épreuve des systèmes de valeurs contemporains et de la précarisation des conditions de vie

DIENG Abdoul Wahab, avec la collaboration de Claudine SAUVAIN-DUGERDIL,
Laboratoire de démographie et d'études familiales, Université de Genève

Avec une population qui est passée de 9 810 912 habitants en 2001 à 12 051 021 en 2006, le Mali se caractérise par la jeunesse de sa population (46% ont moins de 15 ans) et une économie contenant difficilement l'équilibre entre les ressources disponibles et les besoins essentiels des populations. Comme l'indique le rapport de l'EDS de 2006,

Pays essentiellement à vocation agricole, l'économie de la République du Mali est caractérisée par sa vulnérabilité. Malgré une meilleure croissance depuis 1994, le Mali reste un des pays les plus pauvres du monde. Le PIB par habitant s'élevait en 2004 à 357,9 USD et 64 % de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté. La performance économique dépend fortement des conditions climatiques, des fluctuations des conditions du commerce mondial et des taux d'échange. Elle présente un certain nombre de caractéristiques qui forment la toile de fond de la relation entre croissance et réduction de la pauvreté. Elle est enclavée, à faible densité, largement rurale, avec une économie urbaine dominée par le secteur informel, et une croissance démographique très élevée.

Sous l'effet de la juxtaposition de crises (économiques, sociales, politiques), les jeunes générations sont contraintes de négocier leur entrée dans la vie adulte dans un environnement qui se dégrade depuis le début des années 1980. La jeunesse est en mutation, les trajectoires sont complexes, les seuils sont flous. Une nouvelle « culture jeunes » émerge, confrontée à des risques importants qui peuvent hypothéquer l'avenir des jeunes. Selon Hertrich & Lesclingand (2001), « Les changements dans les étapes vers l'âge adulte peuvent traduire la reconnaissance de nouvelles formes de comportements, mais aussi un relâchement du contrôle social de la jeunesse et une redéfinition de la place faite aux individus dans l'ordre des sexes et des générations ». On peut alors se demander le rôle que joue l'école dans cette nouvelle culture jeune et, en particulier, si sa signification est marquée par des différences de genre. L'école constitue-t-elle le socle fondamental de cette transition, ceci tant pour les garçons et les filles ?

L'histoire de l'éducation en Afrique, en général, met l'accent sur le caractère exogène et imposé de l'école par la colonisation et, par conséquent, de son inadaptation aux systèmes de valeurs locales et ses caractéristiques très inégalitaires (Martin 1971, Lange 2003). L'accès à l'indépendance du Mali n'a pas su changer les orientations de l'éducation, tant en ce qui concerne son contenu, que ses méthodes et son objectif de formation de futurs cadres de l'administration. Aujourd'hui, cette école est soumise à la transformation du marché du travail liée aux programmes d'ajustement structurel et à l'évolution des mentalités. La massification a entraîné une diversification des trajectoires scolaires en laissant apparaître le maintien de fortes inégalités entre garçons et filles. On parle de la détérioration de la qualité de la formation, telle qu'exprimée par les faibles résultats, la persistance des sorties précoces, mais aussi la perte de son rôle d'ascenseur social. L'année 2008 est plus encore marquée par les turbulences liées aux revendications des syndicats qui ont failli replonger le pays dans une année « blanche ». Ce malaise inconfortable de l'école installe les jeunes dans une situation d'incertitude, d'angoisse et d'ambivalence dans un contexte de vulnérabilité accrue. Comme le rappelle Gérard E. (1997), il existe de nos jours une logique sociale de la scolarisation et de l'apprentissage découlant des effets inconfortables des plans d'ajustement structurel. Ceux-ci ont décidé d'orienter l'État vers les secteurs productifs et instauré une situation où l'école est obligée de fonctionner sur ressources propres essentiellement constituées des frais payés par les parents

d'élèves et les communautés. En effet, *Les enfants issus dont les pères sont salariés dans le secteur moderne de l'emploi urbain ont beaucoup plus de chance d'avoir accès à l'enseignement secondaire et supérieur que ceux issus de parents agriculteurs, ouvriers, etc.* L'écart entre les populations aisées et celles démunies se creuse et cette logique sociale de la scolarisation reste ainsi inhérente aux conditions de vie respectives, compromettant l'image de l'école comme institution de promotion sociale au point que qu'on parle d'une *école destituée*. L'auteur admet même que ce système interdit *naturellement la voie de la promotion et maintient l'individu indigent à une position sociale elle-même défavorable à une introduction dans le monde de l'écrit, de la loi et de l'argent*. Qui plus est, comme le rappelait un conseiller pédagogique lors de nos entretiens à Bamako sur les facteurs contribuant à la détérioration de la qualité de l'éducation :

Le manque de classe, les effectifs très élevés des enfants dans les salles de classe, le manque de maître, la démission des parents, les innovations pédagogiques incessantes que le système éducatif ne cesse d'adopter. On embrasse une innovation pédagogique pendant deux ans et avant que cette innovation ne fasse son effet, une autre vient se greffer à cela. Alors, on laisse le chemin qu'on empruntait pour s'engager dans un autre qu'on ne connaît pas. Il faut qu'on se donne la main, qu'on fasse chemin commun pour que l'éducation puisse être performante. Sinon, dans cet état des choses ça sera très difficile (...)

(...) la pauvreté ça compte beaucoup, les travaux domestiques. Nous-mêmes, au cours d'une formation que nous avons eu à faire - c'était sur l'équité genre - on a constaté que les enfants, une fois retournés à la maison, surtout les jeunes filles, sont dans la plupart des cas employées dans des travaux domestiques. Elles sont épuisées, elles ont sommeil, elles n'ont plus le temps de toucher à leur sacs ou à un cahier afin d'apprendre une leçon ou faire un devoir. Les garçons qui sont là, qui ne sont pas contrôlés par les parents sortent pour aller jouer au ballon ou vont dans les grins [lieux de rencontre des jeunes], ou s'asseyent à la porte pour faire du thé. Il faut que les parents s'impliquent et puis qu'ils fassent encadrer les enfants par des maîtres. **(A. N. et M. S., conseillers du Centre d'Animation Pédagogique (CAP) de Banconi (Sikoroni).**

La transmission du savoir que l'État et les communautés veulent promouvoir de nos jours, est fortement liée à sa finalité notamment, dans un contexte miné par la pauvreté. J. M. Berthelot (1983), montrait que cette transmission du savoir *apparaît quasiment toujours comme l'occasion d'enjeux différentiels et mobilise donc le plus souvent, de la part des acteurs sociaux, individuels ou collectifs, des comportements de captation, d'appropriation, de préservation ou, à l'inverse, de revendication et de conquête*.

La confrontation entre les dynamiques sociales et les dynamiques scolaires fait apparaître une multitude de représentations basées sur la rentabilité, l'utilité sociale et le savoir-faire que peut procurer l'école. Certaines thèses (Kobiané, 2003 ; Filmer and Pritchett, 1999), postulent que la pauvreté des ménages réduit le rendement scolaire en contribuant à l'accès précoce des jeunes à l'emploi. Un accès qui doit se voir aussi comme l'expression de l'aspiration d'autonomie et de responsabilité des jeunes face à un contexte où la quête d'une identité favorable à l'insertion sociale reste ardue. Cependant il faut noter qu'il existe bien une certaine désynchronisation des différentes étapes menant à cette insertion qui, comme l'indique Antoine (1998), est affectée par la dégradation des conditions de vie. En 1991 déjà, 60% des travailleurs de Bamako avaient un statut d'emploi vulnérable, irrégulier, indépendant marginal et salarié non protégé (Lachaud, 1995).

En l'absence de l'État et face au faible dynamisme du secteur privé pour l'absorption des diplômés, les parents et les élèves pensent que l'investissement financier pour la scolarisation et la perte de la contribution des jeunes gens à la production ne se justifient plus (Lagier, 2003).

La rentabilité non acquise avec l'école est recherchée dans d'autres stratégies individuelles non détachées des réalités contextuelles. De nombreux jeunes quittent l'école par échecs ou par abandons et se versent dans la pratique d'activités monnayées pour contribuer à la subsistance de leurs familles (Marcoux, 2002). D'autres, même s'ils ne participent pas directement au budget familial, trouvent qu'à travers leurs activités professionnelles ils s'émancipent individuellement. Une étude plus récente, révèle trois raisons principales de la non scolarisation des enfants, dans l'ordre : le refus ou le désintérêt des parents, la participation des jeunes aux activités pour aider leurs parents et la perception de l'inutilité de l'école (Dumas & Lambert, 2006). Les fruits de cette participation aux activités pour aider les parents peuvent être récoltés immédiatement ou plus tard notamment quand le placement du jeune dans une branche d'activité assez tôt est une sorte « d'assurance retraite » des parents. Le contexte du Mali demeure peu favorable à la valorisation des diplômes dans le marché du travail. L'emploi dans le secteur public et moderne est très marginal : 77,5% des emplois à Bamako sont du secteur informel tandis que l'administration publique n'en dispose que de 7,5%, les entreprises publiques 2,5%, les entreprises privées 11,4% et 1,1% pour les associations (Brillau & alii, 2004).

La réduction de la création d'emplois dans le secteur public et les licenciements dans les entreprises publiques ont pour conséquence de limiter les possibilités des diplômés de l'enseignement. Ce qui ressemble à un gaspillage du capital humain au moment où les déclarations politiques soutiennent l'importance de promouvoir les études longues. Kuepie & al. (2006) admettent dans leur étude que *Stimuler l'accès à l'éducation primaire ne s'avérerait efficace pour la réduction de la pauvreté à la condition que les individus touchés par ce type d'incitation puissent poursuivre leurs études afin de profiter pleinement des rendements marginaux élevés, associés aux études longues.*

L'objet de notre présente contribution est d'analyser les représentations que les acteurs de l'école et de la formation ainsi que les jeunes eux-mêmes ont de cette institution en perte de vitesse. Son utilité reste-t-elle malgré tout reconnue pour amorcer les changements d'attitudes et de comportements au sein de la société ? Son abandon au profit d'une formation qualifiante constitue-t-elle une alternative de formation ?

Données et méthodes

Pour cette présente étude, nous avons eu recours à des données issues des entretiens qualitatifs réalisés en 2007 par le Chantier Jeunes. Ces entretiens font suite à l'analyse quantitative des données de l'enquête de base de 2002 auprès de 1819 jeunes des quartiers de Niarela, Sikoroni et Bandiagaracoura. Nous avons pour les besoins de cette contribution, analyser les réponses des acteurs sur les raisons des abandons scolaires et sur la signification des études longues pour les jeunes apprentis et leurs maîtres en menuiserie, mécanique, couture ou bijouterie. D'autres acteurs ont également été pris en compte, notamment les conseillers pédagogiques, les directeurs d'écoles, de médersas ou d'écoles coraniques ainsi que les travailleurs dans les institutions d'encadrement des jeunes.

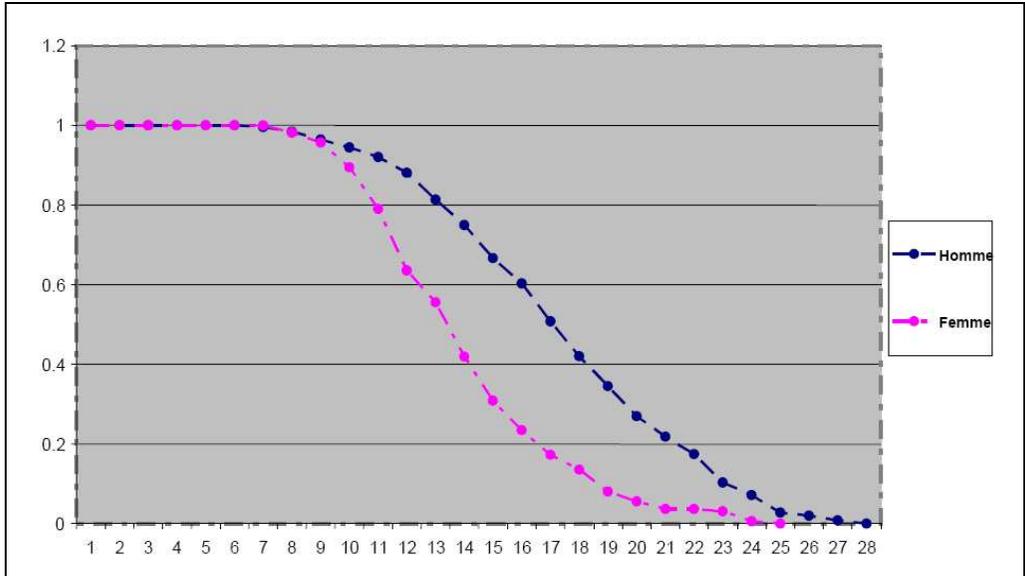
Après avoir rappelé quelques résultats quantitatifs, nous avons fait un travail de classement des différents entretiens avec le logiciel Atlas-Ti à partir duquel, un schéma d'analyse est formalisé avec des clés d'interprétation ayant servi à structurer notre analyse. Le principe de la saturation a conduit à se limiter les citations sur certaines questions.

La dualité école-apprentissage au cœur des trajectoires de vie

Malgré le discrédit de sa qualité, l'école reste un passage important dans la vie des jeunes maliens. En effet, il apparaît que la plupart des jeunes reste accroché à l'école. Nous avons

remarqué que les jeunes garçons restent plus longtemps dans les études que les filles qui en sortent déjà à 13 ans contre 17 ans pour les garçons.

GRAPHIQUE 1 : L'ÂGE À LA SORTIE DE L'ÉCOLE SELON LE SEXE



Il ressort à travers nos données¹, la confirmation des inégalités de chances entre les hommes et les femmes au Mali, même en milieu urbain bamakois. Les filles demeurent plus nombreuses que leurs homologues masculins parmi les non scolarisés (plus de 55% contre 44%) et parmi ceux qui n'ont même pas terminé l'école primaire. À l'inverse, elles sont moins représentées au fur et à mesure qu'on avance dans la pyramide du système éducatif (parmi les jeunes encore en études, 60% sont des garçons et seulement 40% des filles). En effet, comme on le voit avec d'autres études, « les acquisitions scolaires des filles jusqu'en 6^{ème} année sont très faibles et entraînent un analphabétisme de retour » (Filion et Diarra, 1997). Cette situation induit alors une remise en cause des avantages attendus de la scolarisation, d'autant plus que peu de filles poursuivent leurs études au-delà du 1er cycle (Lange, 2003). Le problème du maintien des filles se pose avec acuité et montre à quel point le niveau d'inscription atteint avec les campagnes de SCOFI² n'est pas suffisant à promouvoir l'égalité des chances à l'école.

En outre, l'analyse des types de trajectoires de vie des jeunes bamakois montre qu'un bon nombre de jeunes quittent l'école pour se mettre dans une activité de l'informel. Dans un article précédent (DIENG, 2007), nous faisons l'hypothèse que les jeunes quittent l'école assez précocement pour se redéployer dans des formations qualifiantes plutôt perçues comme une alternative à l'école que comme un besoin économique d'aide à la famille. Les bifurcations ont lieu en général, à la fin des études primaires pour les garçons et bien avant pour les filles. La reconstitution des trajectoires de vie des jeunes nous avait permis de regrouper les garçons et les filles sous des groupes distincts :

- Pour les garçons, nous avons les :

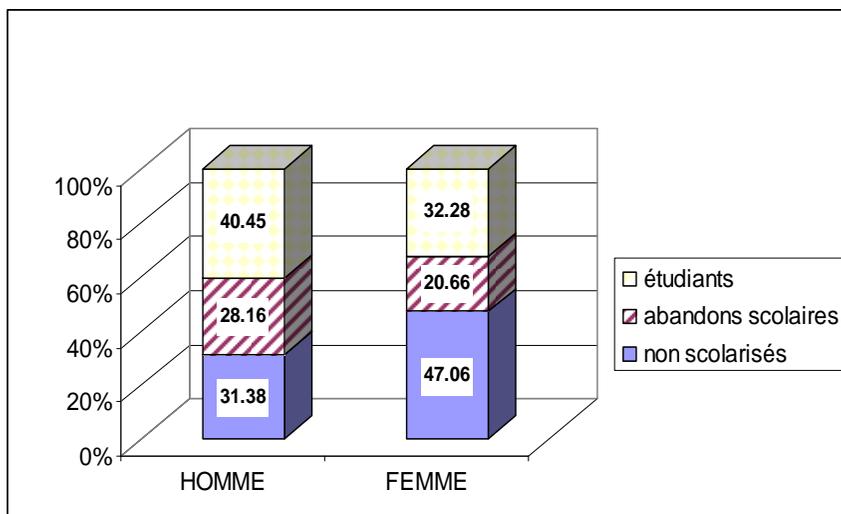
¹ Données ici de l'enquête de base du Chantier Jeunes en 2002 (Partenariat entre l'université de Genève et l'université du Mali)

² Scolarisation des filles

- Travailleurs indépendants (22%), constitués de jeunes ouvriers ;
 - Artisans (11%) ;
 - Scolarisés de courte durée (41%), dont plus de la moitié sorte de l'école avant la sixième année,
 - Scolarisés de longue durée (25%), constitués de jeunes ayant atteint le niveau DEF et plus.
- Et pour les filles, nous avons :
 - Les scolarisées de courte durée (35%) ;
 - Les scolarisées de longue durée (11%) ;
 - Les ménagères (22%),
 - et les travailleuses (32%).

Une analyse par la régression logistique simple permettant de déterminer les facteurs favorisant l'appartenance à un groupe ou à un autre, montre bien que le maintien dans les études et les conditions de vie décentes, sont une sorte de sécurité contre l'entrée précoce dans une activité. Kail (2003) mentionnait que, *Les études en Afrique subsaharienne ont longtemps présenté le système d'apprentissage comme le mode d'insertion professionnelle favorable aux jeunes exclus du système scolaire et aux non scolarisés*. Cependant, il faut remarquer à travers nos données la confirmation de la dimension sociale de l'apprentissage. Mêmes inscrits à l'école des jeunes meublent leurs temps extra scolaires par l'exercice d'activités secondaires permettant soit de gagner un peu d'argent, soit pour simplement perpétuer une tradition familiale ou la théorie de l'habitus social. Ainsi, c'est parmi les jeunes garçons encore en études qu'on trouve le plus souvent ceux qui ont des activités secondaires alors que c'est plutôt chez les non scolarisés pour les filles (voir tableau suivant).

GRAPHIQUE 2 : PROPORTION DE JEUNES AYANT AU MOINS UNE ACTIVITÉ SECONDAIRE SELON LE GENRE ET LE STATUT SCOLAIRE



Des travaux non moins récents montraient que l'apprentissage accueille de plus en plus de jeunes ayant des niveaux d'études de plus en plus élevés, qui, pris par l'angoisse d'une insertion rapide face à un manque de débouchés criards pour les diplômés, tentent d'autres

alternatives (Bourdin 1992 ; Charmes & Oudin 1994 ; Lange & Martin 1993). Il ne s'agit plus que d'une question de déterminisme social mais aussi de pesanteurs sociétales qui orientent le choix de carrière des jeunes. Ceux-ci évoluent dans un contexte nouveau de transformation des rapports sociaux à cause de l'acuité de la pauvreté. L'importance d'un jeune dans sa famille n'est-elle pas liée à son utilité économique, à son indépendance voire à sa liberté ? Sont-ils obligés de quitter l'école malgré eux ?

Nous verrons dans les prochaines lignes, comment les acteurs de la formation (chefs d'ateliers), de l'école (enseignants, parents) et les jeunes eux-mêmes se représentent les liens entre les abandons scolaires et l'apprentissage.

Le capital scolaire, un préalable à l'apprentissage

Dans cette présente contribution, l'abandon scolaire au profit d'un apprentissage est diversement apprécié. Nous étions tentées d'avancer au départ que pour les chefs d'ateliers de menuiserie, de mécanique ou de bijouterie, dont la plupart n'a pas fréquenté l'école, l'abandon scolaire pourrait être une bonne chose en réponse aux barrières dressées consciemment ou inconsciemment contre les enfants issus de milieux défavorisés. Au contraire, ils sont nombreux à soutenir que malgré le discrédit qu'elle subit, l'école continue de jouer un rôle important dans l'insertion sociale des jeunes, au point que nous nous demandons s'ils ne sont pas entrain de regretter leurs sorts. Certains apprentis et chefs d'ateliers, au-là de la condamnation de l'abandon scolaire, trouvent que l'école doit être un préalable à l'apprentissage à un métier. L'évolution du contexte et partant des mentalités, impose de nouveaux codes dans les échanges entre les prestataires et les clients mais aussi dans l'appropriation des nouvelles règles de gestion. L'instruction scolaire permet alors l'ouverture au monde, l'autonomie d'action et facilite le positionnement professionnel.

Quitter l'école au profit de l'apprentissage d'un métier est un risque car tout passe et finira par les études. Les études ont une importance capitale dans notre vie et on ne peut pas se passer d'elles et tout le monde est persuadé de cela. (L. K., 27 ans, F. K., 21 ans, apprentis menuisiers Niaréla)

Non, cela n'est pas une bonne chose parce que j'ai commis les mêmes erreurs. Même le fait que les jeunes scolaires viennent dans les ateliers pour apprendre un métier pendant les vacances, je ne l'apprécie pas, car une fois qu'ils prennent le goût de l'argent, ils ne peuvent plus étudier. Pendant les congés, je peux souvent recevoir dans mon atelier une dizaine de jeunes scolaires (S. D., chef d'atelier mécanique Niaréla)

Pour moi, abandonner l'école pour un métier n'est pas une bonne chose. Je suis un exemple et je le regrette parce que si mes études étaient avancées, j'allais vite apprendre. Quand j'ouvrirai un atelier, je ne pourrai pas lire ni comprendre les contrats que je gagnerai. (...)

Les longues études sont quand même bonnes. Quand on est instruit, on peut gérer les affaires de son entreprise. Dans le cas contraire, on fera appel à des lettrés qui vont détourner vos revenus. Tu ne te rendras pas compte puisque tu ne le maîtrises pas (S. T., 15 ans, apprentie Atelier de couture de Niarela)

Moi, je n'ai pas fait assez d'études. J'ai quitté l'école au moment où Moussa Traoré [le président de la deuxième république du Mali] était au pouvoir. Je n'ai pas atteint la 6^{ème} année. Je me suis arrêté en 3^{ème} année. Les apprentis qui viennent chez moi se servent des machines pour calculer facilement les dimensions du bois. Dès fois, quand j'ai besoin d'un certain nombre de morceaux, ils prennent la machine et calculent. Comme cela, je ne dépasse pas le nombre de morceaux à couper. C'est cela l'importance de l'instruction dans mon

atelier. Quand on est instruit cela facilite la compréhension du métier (L. K., patron atelier d'ébénisterie à Sikoroni).

Les longues études facilitent le parcours de la vie, car si tu fais de longues études et si tu viens apprendre un métier, cela devient facile comme en menuiserie où tout se fait avec le mètre. Pour celui qui n'est pas allé à l'école, ce n'est pas facile, alors que celui qui y est allé, peut faire les choses tout seul. Si tu fais de longues études, cela t'ouvre plusieurs opportunités (D. S. 22ans, O.S. 15ans, B.S. 29ans, M. D. 27ans, I.D. 14 ans, apprentis, Atelier Menuiserie ébéniste L.K à Sikoroni)

Souvent, dans la plupart des cas, les jeunes qui ont été à l'école, ils ont un esprit ouvert, une faculté de compréhension rapide des choses par rapport à ceux non scolarisés (Dramane Traoré, chef d'atelier Mécanique, à Niaréla)

L'abandon scolaire, une manifestation de la précarité

Pour d'autres acteurs, l'abandon scolaire n'est pas une option *a priori* du jeune. Le plus souvent, il s'explique par la mauvaise qualité de l'école qui est décrite différemment ; l'école a failli à sa mission d'éduquer et de servir d'ascenseur social, brille par le coût de plus en plus élevé des frais scolaires, etc. Il y'a là une double dimension : d'une part la pauvreté des parents qui induit le non paiement des frais, et de l'autre, l'angoisse du jeune qui, du fait de la situation économique de ses parents sait que quelle que soit sa bonne volonté, il ne pourra aller plus loin., donc se démotive.

Pour moi, c'est une bonne chose parce que mes études ne m'ont pas servi. Je pense qu'on étudie pour connaître quelque chose et réussir dans la vie. Par conséquent, si ça ne va pas à l'école, le mieux est de quitter pour apprendre un métier. Je trouve que c'est ce qui est bien. Actuellement, il n'y a plus d'étude au Mali. J'ai des grands frères qui ont terminé avec les études et ont leurs diplômes déposés à la maison faute d'emploi. Ainsi, ils mènent des activités de nettoyage. Après plusieurs années d'études dans des difficultés, ils ont de la peine pour avoir un emploi (M. C., 23 ans apprenti Atelier, Mécanique à Niaréla)

Les filles et les garçons abandonnent l'école pour plusieurs raisons. Le plus souvent, pendant la période de tes études les parents comptent déjà sur toi. Et si tes parents n'ont pas les moyens pour payer les frais de ta formation au cas où elle est payante, tu finiras par abandonner au profit d'une activité génératrice de revenus afin de leur venir en aide. Il y a même certains parents qui, à cause de leur pauvreté, poussent leurs enfants à quitter les bancs pour aller exercer des activités qui peuvent leur apporter rapidement de l'argent. Du fait qu'ils comptent sur sa contribution. C'est ce qui décourage beaucoup de jeunes filles et garçons à poursuivre leurs études à cause de la pression sociale de leur famille. Par ailleurs, certains se découragent d'eux même sans l'influence des parents car à l'école ils négligent tout et ont des besoins que les parents n'arrivent pas à couvrir alors qu'à l'atelier, ils gagnent le minimum d'argent et pour finir, ils quittent l'école au profit du métier (L. K., 27 ans, F.K., 21 ans, apprentis, Ebéniste à Niaréla)

C'est à cause de la pauvreté que les jeunes abandonnent l'école. Un enfant de parents pauvres ne peut pas étudier. Il peut, par exemple, étudier jusqu'au niveau du Diplôme d'Études Fondamentales [DEF] et après son admission à cet examen, s'il n'est pas orienté à cause de son âge et si ses parents n'ont pas de moyens pour financer sa formation, il sera obligé d'abandonner les études (S. F. 21 ans; S.S. 17 ans; K.D.12 ans; D.D. 10 ans, apprentis Atelier Menuiserie métallique à Sikoroni).

De nos jours, c'est une bonne chose, car l'école ne sert pas à grande chose encore aux jeunes. Moi par exemple, j'ai beaucoup de jeunes qui ont leur Baccalauréat, Certificat d' Aptitude Professionnelle, ou autres diplômes mais qui ne travaillent pas. Et dans ce cadre,

tu me donneras raison. Quelle est l'importance de leurs études ici ? Il est bon d'étudier et cela peut toujours servir même dans le cadre de l'apprentissage d'un métier. Mais ceux qui étudient depuis l'enfance jusqu'à un certain âge, ils ont honte d'apprendre des métiers ou de faire des travaux de manœuvre. J'ai beaucoup de jeunes dans cette situation et qu'est ce qu'ils vont devenir dans l'avenir ? Moi, je suis également un maître et j'ai déjà formé beaucoup de personnes qui ont réussi leur vie aujourd'hui. D'autres jeunes sont ratés, mais je ne peux rien pour eux parce que le niveau qu'ils ont eu à l'école ne leur permet plus d'apprendre des métiers (M.T, chef d'atelier 55 ans, Menuiserie métallique à Niaréla)

Niaréla est une zone où les gens n'ont pas assez de moyens. Les parents vivent dans une classe moyenne et ne peuvent pas supporter un certain coût de la scolarité. Quand vous dépassez 7500 FCFA ici, même si vous avez de la qualité, il serait difficile de remplir les classes. Donc, il faut aller avec un coût moyen pour que les parents puissent venir. Par exemple cette année, je suis à 4500 FCFA par mois. Mais il y a toujours des parents qui se plaignent que ce coût n'est pas à leur portée. Pourtant, si tu prends par exemple une autre école privée comme Saint Jean et Saint Paul, les parents payent 7500 ou 8000 FCFA donc ça dépend des zones. Si tu es dans une zone où les gens ne connaissent pas trop la valeur de l'école, ils ne peuvent pas beaucoup s'y mettre en mettant assez d'argent. J'ai ce genre de problème (Directeur école privée).

Avec l'absence ou l'insuffisance de structures de formation en dehors de la capitale, certains enfants se voient obligés d'être soumis au régime du confiage à Bamako pour poursuivre leurs études le plus souvent au secondaire. En revanche, considérés comme une charge supplémentaire dans les familles d'accueil, ces jeunes sont exposés à une vulnérabilité qui les pousse à abandonner l'école pour se reconvertir dans d'autres filières.

Ces raisons sont d'ordre social. Très généralement, les raisons de l'abandon scolaire sont dues à des difficultés financières. Par ailleurs, après le DEF [Diplôme d'Études Fondamentales], les jeunes étaient orientés auparavant dans des lycées à Bamako ici. Ainsi, leurs parents qui résidaient dans les régions, s'ils n'avaient pas de moyens pour les soutenir, ils étaient obligés d'abandonner. De même, quelqu'un de Bamako ici, résident à Daoudabougou mais orienté au lycée Sankoré, si les moyens ne sont pas là, pour assurer son transport et sa restauration, il va abandonner également (Conseiller de la jeunesse)

Il faut noter, cependant que certains acteurs plébiscitent la sortie de l'école au profit d'une formation qualifiante. Cette reconversion peut traduire un redéploiement de l'élève qui rencontre des difficultés de scolarisation liées à ses capacités personnelles ou sa situation économique défavorable.

À mon avis, je dirais oui [c'est une opportunité], comme je n'ai pas été à l'école. Parce que, si tu n'arrives pas à progresser dans les études, le mieux c'est d'arrêter à temps pour apprendre un métier. Sinon, tu vas avancer en âge alors que le problème d'emploi n'est pas certain après les études. Ainsi, après t'être qualifié, tu peux ouvrir ton atelier et améliorer tes conditions de vie (C.B.32ans, D. D.27ans et E.D. 28 ans, apprentis Atelier Menuiserie métallique, à Niaréla)

(M.T 25 ans, A.S 21 ans, P.K 13 ans et M.D 32 ans, apprentis menuisiers métalliques) :

1. Oui, c'est mieux que d'être clochard dans la rue. Si tu n'arrives pas à poursuivre les études, le mieux est de quitter pour apprendre un métier afin de ne pas être un raté. Je trouve que c'est la meilleure solution.

2. *Selon moi, si tu n'arrives pas à étudier fais tout pour apprendre un métier, sinon tu seras un délinquant.*
3. *Quitter l'école pour apprendre un métier n'est pas une très bonne chose.*
4. *Bon, quitter l'école au profit de l'apprentissage d'un métier n'est pas une bonne chose. Toutefois, si un enfant ne réussit pas à l'école, mieux vaut lui faire apprendre un métier, peut être il réussira dans ce domaine.*

Par ailleurs, pour d'autres, quitter l'école pour une formation qualifiante se justifie parce que de nos jours *les études longues sont inutiles*, notamment pour les garçons. Elles sont le plus souvent assimilées à une perte de temps, à un gâchis du capital humain au vu des opportunités limitées qu'offre le diplôme. Ce qui conforte bien la tendance à la situation d'incertitude et d'ambivalence dans laquelle évoluent les jeunes.

- *Ce qui est le problème des études longues, c'est qu'il y a certains qui terminent avec leurs études mais qui ne trouvent pas d'emploi. Ils passent leur temps à se promener partout sans avoir un emploi est ce que ça c'est bon.*
- *Les longues études ne permettent pas souvent aux gens de réussir dans la vie. Donc, si tu arrives à un certain niveau, tu peux arrêter pour apprendre un métier, sinon, si tu n'as pas d'emploi après la formation, ce sera le pire.*
- *Oui, parce que tu peux aimer les longues études et si tu le fais tu peux réussir. Inversement, tu peux ne pas aimer les études longues et tu quittes (S. F. 21 ans ; S.S. 17 ans ; K.D. 12 ans ; D.D. 10 ans, apprentis Atelier Menuiserie métallique à Sikoroni).*

Pour moi, les études longues n'ont pas d'avantages, car beaucoup de personnes en ont fait mais n'ont pas réussi. Aujourd'hui, si tu fais de longues études et que tu n'as pas de soutien au niveau de l'administration, tu auras des problèmes pour avoir un emploi et tu ne réussiras pas ta vie. Si tu n'as pas de soutien ni de moyens, tu ne peux pas passer à la fonction publique, car l'admission est payante. Le fils d'un pauvre ne peut pas passer et nous souffrons tous de cette situation métiers (M.T, chef d'atelier 55 ans, Menuiserie métallique à Niaréla)

Pour les filles, les acteurs qui abordent les raisons de leur abandon, mettent l'accent sur la fréquentation des garçons, mais aussi sur l'attraction du commerce et leur goût du matériel.

Pour les filles, c'est beaucoup plus le petit commerce afin de gagner de l'argent et il arrive un moment où la situation dépasse les parents et la fille quitte l'école. Auparavant, les filles étaient exclues mais je pense que cela n'est plus d'actualité et j'encourage beaucoup cela. Car la formation des filles à l'école est une très bonne chose (L. K., 27 ans ; F.K., 21 ans, apprentis, Ébéniste à Niaréla)

Un jour, une fille m'a dit que si son père ne lui achète pas une moto, elle abandonnera l'école. Je lui ai dit que si elle quittait l'école, elle ne mettrait plus les pieds dans mon atelier. Elle peut se faire payer une moto après ses études. Si elle quitte l'école, sa vie sera gâchée. Elle sera liée aux garçons car elle ne pourra pas apprendre un métier. Tout enfant doit étudier (Oumar Ba, bijoutier de Niarela).

Enfin, pour d'autres, les filles qui abandonnent l'école accroissent leur niveau de vulnérabilité parce que contrairement aux garçons, elles ont un choix limité de métiers

Il y a une grande différence entre les deux. Il y a certaines filles qui ne sont pas sérieuses. Selon moi les filles ne doivent pas abandonner l'école. L'abandon est mieux vu chez les garçons que chez les filles car il y a certains travaux manuels que les filles ne peuvent pas faire

comme la maçonnerie, le bétonnage. Cela est difficile pour les femmes mais facile pour les hommes. En aucun cas, les filles ne doivent abandonner l'école (chef atelier menuiserie sikoroni)

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que l'école est soumise à la transformation du marché du travail liée aux programmes d'ajustement structurel et à l'épreuve de l'évolution des mentalités. La massification a entraîné une diversification des trajectoires scolaires en laissant apparaître le maintien de fortes inégalités entre les jeunes. On parle de la détérioration de la qualité de la formation, telle qu'exprimée par les faibles résultats, la persistance des sorties précoces, mais aussi la perte de son rôle d'ascenseur social. Notre communication a tenté d'analyser le rôle de l'école pour les jeunes gens dans des quartiers peu privilégiés de Bamako ainsi que pour les acteurs de la formation.

Les avis étant certes mitigés, il convient de mentionner que malgré tout, les jeunes et les formateurs pensent que l'éducation est un facteur d'intégration dans le tissu social qui offre des opportunités réelles pour l'expression des potentialités voire des capacités. Il est même un préalable à toute forme d'insertion dans le contexte actuelle. Son abandon peut être un grand risque notamment s'il est réalisé aux premières années de l'enseignement, mais peut constituer une bifurcation justifiée pour les jeunes en difficultés au niveau personnel (problème de capacité ou d'adaptation) ou au niveau social (effets des conditions de vie défavorables). À travers les déclarations analysées, il ressort que l'abandon n'est un choix facile. Il est inhérent à l'effet des pesanteurs externes sur le jeune qui est écartelé entre deux situations : manque de ressources pour étudier, peur de se retrouver sans qualification.

BIBLIOGRAPHIE

- ANTOINE P., OUÉDRAOGO D, PICHÉ V.. Trois générations de citadins au Sahel. Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako, Paris, L'Harmattan, 1998.
- BÂ Amadou Hampathé. Contes initiatiques peulhs, Paris, Stock, 1994.
- BERTHELOT J. M. (1983). Le piège scolaire, Paris, PUF
- BLUNCH L-H & VERNER D. (2000). Revisiting the link between poverty and child labor : The ghanaian experience, Draft – Wold Bank, October.
- BOURDIN, Y. (1992). Analyse des modalités de transition professionnelle en milieu urbain dans un pays d'Afrique francophone : le Bénin, Thèse de doctorat, Nancy, Université de Nancy II
- BRILLAU A., ROUBAUD F., TORELLI C. (2004). L'emploi, le chômage et les conditions d'activités dans les principales agglomérations des sept États membres de l'UEMOA, DIAL – Doc de travail DT/2004/06.
- CHARMES, J., OUDIN, X. (1994). « Formation sur le tas dans le secteur informel », *Afrique contemporaine*, 172 : 230-237.
- DIALLO Y. (2001). Les déterminants du travail des enfants en Côte-d'Ivoire, Centre d'économie du développement, Bordeaux.
- DIALLO Yacouba (2001). Les déterminants du travail des enfants en Côte-d'Ivoire, Centre d'économie du développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- DIENG Abdoul Wahab, COULIBALY Tiéman, SAUVAIN-DUGERDIL Claudine (2007). L'activité professionnelle des jeunes à Bamako : Une opportunité de formation qualifiante ou une entrave à la promotion sociale?, 5^{ème} conférence sur la Population Africaine, Arusha, Décembre.

- DIOP ADUAYI Rosalie (2003). Les facteurs de fragilisation et les stratégies de survie des adolescents à Dakar, Quatrième conférence africaine sur la population, Tunis
- DUMAS Christelle & LAMBERT Sylvie (2006). Trajectoires de scolarisation et de travail des enfants au Sénégal, Document de travail du Programme IPEC-SIMPOC du Bureau International du Travail.
- FILION Louise et DIARRA Idrissa (avec la collaboration N'DIAYE Faoumata et SANOU Salina), 1997. *Mali. Status report; Knowledge Base of Girls' Education*, Institute for International Research Consortium, septembre, 13 pages + annexes.
- FILMER D. & PRITTCHETT (1999). The effect of household wealth on educational attainment : Evidence from 35 Countries, *Population and Development Review* 25- 85.
- GÉRARD Etienne (1995). Jeux et enjeux scolaires au Mali. Le poids des stratégies éducatives des populations dans le fonctionnement et l'évolution de l'école publique, *Cahiers de Sciences humaines* 31 (3), pp. 595-615.
- GÉRARD Etienne, 1997. La tentation du savoir en Afrique : Politiques, mythes et stratégies d'éducation au Mali, Paris, Ed. Karthala.
- HUGON P. (1996). Les systèmes éducatifs africains dans un contexte de récession et d'ajustement, in *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Sous la direction de Coussy J et Vallin J, CEPED.
- HUGON Philippe (1993). L'éducation, la formation et l'emploi en Afrique, in Serge Michailof (éd.), *La France et l'Afrique*, Paris, Karthala.
- KAIL Bénédicte (2003). Une sélection insidieuse : Les savoirs scolaires dans l'apprentissage à Bamako, *Cahiers d'Études africaines*, XLIII (1-2), 169-170, pp. 279-298.
- KOBIANÉ J-F (2003). « Pauvreté, structures familiales et stratégies éducatives à Ouagadougou », in *Education, famille et dynamiques démographiques*, edited by Maria Cosio, Richard Marcoux et Alain Quesnel, CICRED.
- KONATÉ Mamadou Kani, GUËYE Mouhamadou, NSEKA Vita Théodore (2003). Scolarisation des enfants au Mali selon le profil des ménages et étude de leur maintien à l'école. Contribution au rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, UNESCO.
- KUEPIE M., NORDMAN Ch., ROUBAUD F., (2006). Marché du travail urbain et secteur informel en Afrique francophone : l'éducation est-elle encore rentable ?, *Dialogue* N°25.
- LACHAUD Jean-Pierre (1995). Marché du travail et exclusion sociale dans les capitales d'Afrique francophone : quelques éléments d'analyse, *Revue Tiers monde*, Tome XXXVI, n° 142, pp. 279-302.
- LAGIER Fabienne, DIARRA Sekou Oumar (2003). L'évolution des inégalités dans le champ de l'éducation au Mali. Quelques mécanismes de leur (re)production en lien avec la globalisation, RUIG, Genève.
- LANGE, M.-F. & MARTIN, J.-Y. (1993). « La socialisation par l'éducation et le travail : l'itinéraire incertain », in Ministère de la Coopération et du Développement, *Jeunes, ville, emploi. Quel avenir pour la jeunesse africaine ?* Actes du colloque du 26-29 octobre 1992, Paris, 95-98.
- LANGE Marie-France (2003). Inégalités de genre et éducation au Mali, *Education for All Global Monitoring Report 2003/4, Gender and Education for All : The Leap to Equality*.
- MARCOUX R., PILON M. (2003). « Conclusion » Éducation, famille et dynamiques démographiques, Sous la direction de M Cosio, Marcoux R, Pilon M et Quesnel A, Paris, CICRED, pp. 357-363.

- MARCOUX Ricahrd & *al.* (2002). Environnement familial, itinéraires scolaires et travail des enfants au Mali, Colloque AIDELF, Dakar.
- MARIE Alain (1997). L'Afrique des individus, Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey), Paris Karthala.
- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (2002). Plan d'action de promotion de la jeunesse 2003-2007, Bamako.
- TRAORÉ Adramane (2003). Le marché du travail au Mali, Global Policy Network – GREAT, Université de Bamako.